

**MAURICE / LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES BOURSES SCOLAIRES
« PROFESSION LIBÉRALE ET TRAVAILLEUR INDÉPENDANT »**

Nota : tous les dossiers doivent être représentés dans leur intégralité à chaque demande de renouvellement et la situation de chaque famille présentée aussi clairement que possible.

- ☐ Formulaire de demande de bourse dûment complété et signé.
- ☐ Lettre motivant la demande de bourse scolaire et détaillant précisément votre situation professionnelle et familiale ainsi que tout changement de situation.
- ☐ Copie du livret de famille (pages avec informations uniquement).
- ☐ Copies des pièces d'identité des membres de la famille.
- ☐ Le cas échéant en cas de rdv avec l'ambassade : originaux des passeports des membres de la famille
- ☐ Inscription au Registre : attestations [d'inscription au Registre](#) auprès du Consulat en cours de validité du demandeur et des enfants pour lesquels une bourse est demandée
- ☐ Justificatif de domicile (dernière facture d'électricité, de gaz, d'eau ou de téléphone).
- ☐ Copie du bail (en l'absence de bail, 3 dernières quittances de loyer) ou acte de propriété de tous vos biens immobiliers.
- ☐ Copie de la carte grise du ou des véhicules possédés (auto, moto, autres).
- ☐ Relevés bancaires **de tous les types de comptes** de janvier à décembre 2023, **pour tous les membres de famille, y compris les enfants mineurs** ; à Maurice, en France ou ailleurs **sous format PDF**.
- ☐ Attestation de non prise en charge des frais de scolarité par l'employeur.
- ☐ Certificat de radiation ou attestation de non-paiement de la Caisse d'Allocations Familiales (sauf pour les familles n'ayant jamais vécu en France)

A JOINDRE EN FONCTION DE VOTRE SITUATION FAMILIALE

Vous êtes divorcé(e) ou séparé(e)

- ☐ Copie du jugement de divorce ou de séparation fixant la garde de l'enfant, l'autorité parentale et la pension alimentaire, ou le cas échéant tout autre document juridique prouvant la séparation. En cas de garde partagée ou en l'absence de jugement, la situation financière (ressources et charges) **des deux ex-conjoints** doit être présentée
- ☐ Si vous n'avez pas reformé de couple : attestation sur l'honneur indiquant que vous vivez seul(e) avec vos enfants.

Vous êtes veuf ou veuve

- ☐ Copie de l'acte de décès et justificatifs de la pension de veuf / veuve et d'orphelin.
- ☐ Si vous n'avez pas reformé de couple : attestation sur l'honneur indiquant que vous vivez seul(e) avec vos enfants.

Dans le cas où la garde de l'enfant est confiée à d'autres personnes que les parents

- ☐ Copie du jugement confiant la garde ou la tutelle.

RESSOURCES :

Les documents à produire sont ceux de la période de référence soit de juillet 2022 à juin 2023 (Maurice) ou pour les familles arrivant de France, l'avis d'imposition 2023 sur les revenus 2022 et les bulletins de salaire de janvier à décembre 2023 (+ 13ème mois le cas échéant)

- ☐ Avis d'imposition sur les bénéfices délivré par la Mauritius Revenue Authority.
- ☐ Statuts de la société ou BRN
- ☐ Compte d'exploitation et bilan comptable faisant ressortir le bénéfice net et brut établi et visés par un comptable agréé.
- ☐ Relevés bancaires de tous les comptes de la société de janvier à décembre 2023 sous format PDF
- ☐ Avis d'imposition sur les revenus tirés à titre personnel de l'activité exercée (déclaration MRA et statements of emoluments pour l'année 2023/2024 ou avis d'imposition 2023 sur les revenus 2022 pour la France).
- ☐ Si vous exercez comme « self-employed » : produisez les documents susmentionnés ou à défaut, les documents les plus à même de représenter le volume de votre activité (surlignez les versements reçus à titre professionnel sur vos comptes bancaires, factures importantes, éventuelle attestation sur l'honneur des revenus tirés de votre activité sur la période de référence).

AUTRES REVENUS

- ☐ Justificatifs des versements de prestations sociales mauriciennes
- ☐ Justificatifs de la pension alimentaire reçue ou documents attestant d'une action en justice pour obtenir son versement.

Aide financière provenant de particuliers (famille, amis)

- ☐ Attestation sur l'honneur justifiant de l'aide.
- ☐ Justificatifs attestant du versement des aides (relevés bancaires, attestations de transferts des fonds...).

Revenus mobiliers

- ☐ Relevé des portefeuilles de valeurs mobilières ou des comptes bancaires.
- ☐ Attestations bancaires annuelles des placements mobiliers (actions, obligations...).

Revenus fonciers (locations, profits résultant de vente immobilière)

- ☐ Déclaration fiscale des revenus immobiliers, avis d'imposition correspondant, copie du contrat de bail et/ou du compte de gestion.
- ☐ Attestation de vente du notaire et détail du compte afférent (si vous avez vendu une propriété au cours de l'année de référence).

SITUATION PATRIMONIALE

Biens immobiliers

- ☐ Copies des actes de propriété indiquant la date et la valeur d'achat.
- ☐ En cas d'emprunt : état du prêt au 31 décembre de l'année précédente
- ☐ Pour les biens en France : ajouter l'avis d'imposition et la taxe foncière.

CHARGES (période de référence soit de juillet 2022 à juin 2023 (Maurice) ou 2023 pour les familles arrivant de France)

- ☐ Justificatifs des cotisations d'assurance maladie ou de retraite versées (employee's contributions) : fiches de paie, attestation de l'employeur ou attestation du paiement des cotisations par l'organisme prestataire lorsqu'elles ne sont pas prélevées sur le salaire (CFE).
- ☐ Avis d'imposition sur le revenu.
- ☐ Justificatifs des versements de pension alimentaire versée.

A NOTER :

En cas de changement de situation durant l'année de référence (juillet 2022 à juin 2023 pour Maurice ou 2023 pour les familles arrivant de France), **les deux situations devront être présentées en apportant les éléments chiffrés (ressources et charges).**

Exemples :

- Changement de situation professionnelle.
- Changement de situation familiale (divorce, séparation, mariage...).
- Déménagement ou emménagement (vous venez de France ou d'un autre pays).

Cette liste n'est pas exhaustive. L'administration se réserve le droit de demander tout **document complémentaire** qui lui apparaîtrait nécessaire lors de l'instruction du dossier. Aucun document fourni ne sera restitué (fournir des copies).

Conformément aux instructions de l'AEFE, des **entretiens** seront organisés et des **visites à domicile** diligentées par le consulat pour l'ensemble des demandeurs.

Toute inexactitude ou omission pourra conduire à **l'exclusion du système d'aide à la scolarité** (article D531-49 du Code de l'Éducation).